

# Catherine MacGregor reconduite pour quatre ans à la tête d'Engie

L'assemblée générale du groupe, puis le conseil d'administration, ont prolongé ce jeudi le mandat de la directrice générale d'Engie. Malgré l'appel de plusieurs ONG, qui souhaitaient sanctionner la stratégie climat du groupe.



Catherine MacGregor a été renouvelée à la tête d'Engie, lors de l'assemblée générale. (Romuald Meigneux/SIPA)

Par [Nicolas Rauline](#)

Publié le 24 avr. 2025 à 17:43 Mis à jour le 24 avr. 2025 à 18:15

Il y avait peu de suspense. Catherine MacGregor a été renouvelée ce jeudi à la tête d'Engie. Le conseil d'administration de l'énergéticien avait annoncé son intention de prolonger son mandat dès septembre dernier. La proposition de renouveler son poste d'administratrice a été adoptée par l'assemblée générale du groupe à 97,17 %. Le conseil d'administration l'a, dans la foulée, confirmée au poste de directrice générale.

« Nous sommes très satisfaits de son action et heureux de continuer avec elle pendant quatre autres années », avait lancé le président d'Engie, Jean-Pierre Clamadieu, en ouverture de l'assemblée générale. La directrice générale, arrivée à la tête d'Engie en 2021, a, elle, exprimé sa « grande fierté de mener ce groupe et son engagement plein et entier » à remplir un nouveau mandat, après quatre premières années chargées, marquées notamment par la crise énergétique après l'invasion de l'Ukraine, la vente de plusieurs actifs dont Equans, ou encore les [négociations ardues avec l'Etat belge](#) sur la question du nucléaire.

## Stratégie climat plébiscitée

Trente-trois ONG, dont Reclaim Finance, Réseau Action Climat, les Amis de la Terre et Beyond Fossil Fuels avaient pourtant interpellé l'Etat - actionnaire principal d'Engie avec

24 % du capital - et appelé les actionnaires à voter contre la résolution climat (consultative) en assemblée générale, mais aussi à voter contre le renouvellement du mandat de Catherine MacGregor. Ils souhaitaient ainsi « sanctionner l'échec de la direction à mener l'entreprise vers une sortie du gaz fossile » mais visiblement, ils n'ont pas été entendus.

La résolution climat a en effet été adoptée à 96,93 %. Un chiffre salué par le président Jean-Pierre Clamadieu et interprété comme un « fort soutien » à la stratégie du groupe dénoncée par les ONG. « Alors que les actionnaires devraient durcir le ton face à l'enlisement d'Engie dans le gaz, ils se font complices de la stratégie climat très insuffisante de l'entreprise », a déploré Agathe Masson, chargée de campagne à Reclaim Finance.

Un habitant de Port Arthur, au Texas, a par ailleurs interpellé pendant l'assemblée les dirigeants sur le contrat de long terme d'Engie dans un projet de GNL qui aurait, selon lui, de lourdes conséquences sur sa communauté.

Les dirigeants d'Engie ont rappelé durant l'assemblée leur objectif de neutralité carbone à l'horizon 2045. Ils ont fait le bilan des dernières actions menées dans ce sens : 4,2 GW de capacités de renouvelables ont été installées l'an dernier par Engie à travers le monde, portant le total à 46 GW. Et 4,3 GW de contrats de long terme (PPA) de fourniture d'électricité décarbonée ont été signés - un record pour la société. Une majeure partie de ses revenus est toutefois encore liée au gaz, par son activité de trading, ou encore par les centrales à gaz toujours détenues.

## Réorganisation interne

Les dirigeants ont aussi rappelé qu'ils étaient engagés dans une discipline stricte en ce qui concerne les investissements et l'allocation de capital. La direction a récemment adopté une réorganisation et procédé à une [revue stratégique pour certaines activités](#), continuant de se délester, par exemple, dans les services. L'objectif est, par ailleurs, que les deux tiers du résultat opérationnel soient générés par des activités régulées ou sous contrat d'ici à 2030.

L'assemblée générale a aussi approuvé la politique de rémunération des dirigeants, ainsi que la nomination d'un nouvel administrateur représentant les actionnaires salariés. Un vote qui avait [provoqué de vives tensions en interne](#), la direction soutenant d'abord la représentante de l'Association des actionnaires salariés et anciens salariés. Une candidate qui n'avait pas le soutien des syndicats.

Face aux menaces de ces derniers de porter l'affaire en justice, la direction d'Engie a cédé. Gildas Gouvazé, représentant des organisations syndicales, a finalement été élu au conseil d'administration.

**Nicolas Rauline**